

Définir l'accès à la terre

⦿ Qu'est-ce que le droit à la terre?

L'accès à la terre donne le droit de faire certaines choses avec la terre, notamment:

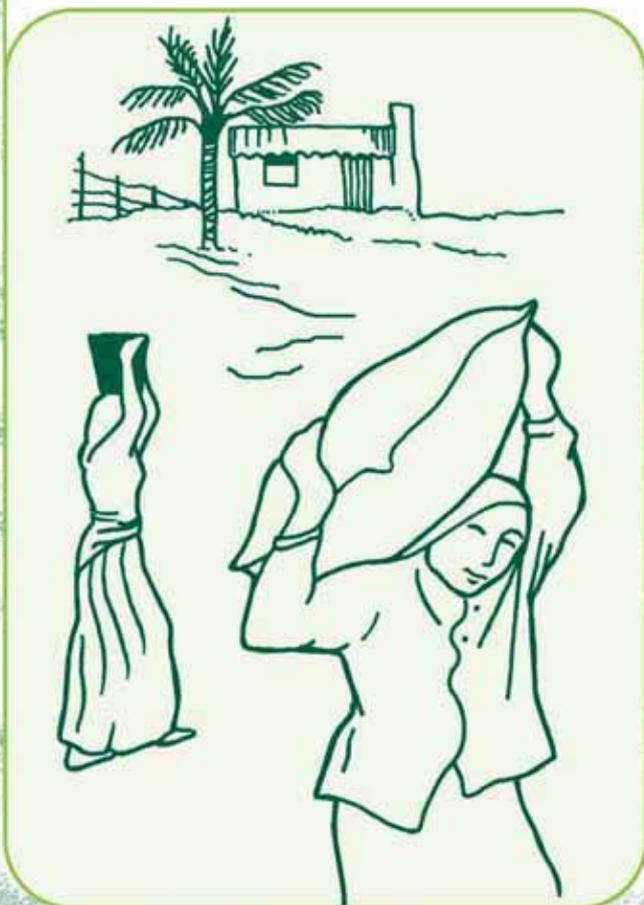
- ⦿ utiliser (ou ne pas utiliser) la terre;
- ⦿ décider de l'utilisation de la terre;
- ⦿ jouir de ce qui est produit à partir de la terre (nourriture, logement ou profits);
- ⦿ exclure des personnes de la terre;
- ⦿ transférer les droits fonciers par voie de don, héritage, vente ou bail;
- ⦿ utiliser la terre comme garantie d'emprunts;
- ⦿ utiliser d'autres ressources en rapport avec la terre.



➤ Améliorer la parité hommes-femmes en matière d'accès à la terre

L'accès à la terre ne se limite pas à la propriété. Une même parcelle peut faire naître une multiplicité de droits détenus par différentes personnes, et ensemble ils constituent un ensemble de droits complexes qui peut être comparé à un faisceau. Les différents droits associés à la parcelle de terre, comme le droit d'exploitation par le biais d'un bail, une servitude sous forme de droits de passage ou le droit d'utiliser les fruits de certains arbres constituent les éléments du faisceau.

Les droits fonciers peuvent améliorer le statut social ou économique d'une personne. Ils peuvent être porteurs d'autres avantages comme la participation aux conseils, aux élections ou aux écoles dans les collectivités, et l'accès au crédit, aux intrants techniques et à la formation. ■

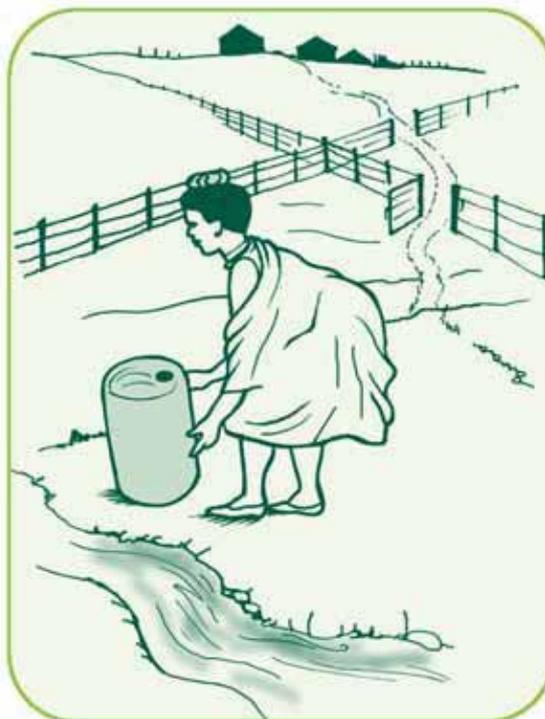


🕒 Qu'est-ce qu'un régime foncier?

L'accès à la terre et ses avantages sont régis par les régimes fonciers. Ceux-ci déterminent quels droits peuvent exister et de quelle manière les droits sont répartis entre les individus et les groupes.

Les régimes fonciers définissent aussi les responsabilités des personnes à l'égard de leur terre et les contraintes qui peuvent y être associées. Par exemple, le droit d'utiliser l'eau d'un cours d'eau qui traverse la terre peut comporter l'obligation d'assurer une eau propre aux utilisateurs en aval et la restriction de tirer de l'eau pendant certaines périodes seulement.

Les systèmes fonciers ont évolué pour répondre aux besoins et aux contraintes spécifiques de chaque société. Ils varient donc d'un endroit à l'autre, même au sein d'un même pays, en fonction du contexte socio-économique, politique, culturel et institutionnel. Les systèmes fonciers sont aussi dynamiques et changent pour répondre à de nouvelles situations. ■



⊙ Comment les droits fonciers sont-ils répartis au sein de la société?

Les règles foncières reflètent les structures du pouvoir et les croyances dans la société. Les personnes qui sont sans terre ou dont les droits fonciers sont peu sécurisés sont en général dépourvues de pouvoirs. Les disparités au niveau des droits ne sont pas immédiatement apparentes dans les règles. Par exemple, dans un régime de propriété commune des ressources tous les membres d'une même collectivité peuvent sembler jouir de droits égaux, mais l'analyse peut révéler des disparités entre les hommes et les femmes.

Dans certaines sociétés, les femmes ne peuvent pas détenir de droits fonciers en toute indépendance de leur époux ou des hommes de leur famille. Leurs droits sont souvent différents de ceux des hommes.



Dans de nombreux pays, la législation ou la constitution reconnaissent des droits égaux aux hommes et aux femmes, dont les droits fonciers. Toutefois, les règles officielles ne sont pas toujours respectées dans la pratique. Même si l'égalité des droits est inscrite dans la législation, certains groupes comme les femmes rurales peuvent être désavantagés pour défendre leurs droits. Il peut y avoir une carence de sensibilisation, de capacité ou de volonté d'appliquer et de faire respecter les règles juridiques à différents niveaux, en particulier pour ceux qui sont financièrement ou politiquement plus faibles que d'autres, ou quand les coutumes locales sont en conflit avec la législation.

L'évolution des modalités d'accès à la terre peut donc modifier les structures du pouvoir au sein d'une famille, d'une collectivité ou d'une nation. La promotion de la parité hommes-femmes risque de se heurter directement à «la façon traditionnelle de faire les choses».

Si l'on ne parvient pas à modifier le comportement d'une grande partie de la population, les pratiques traditionnelles continueront probablement de prévaloir, quelles que soient les nouvelles politiques adoptées ou les nouvelles lois édictées.

La promotion de droits fonciers plus équitables est importante dans toute action visant à transformer les institutions et les pratiques concernant l'accès à la terre. ■